CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L

23-08-1983

Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations saisi par le Premier Ministre, le 1er août 1983, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° "portant réduction de la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction", a donné le 4 août 1983 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 1ste augustus 1983 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. "tot vermindering van de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritaire comité voor het bouwbedrijf ressorteren", heeft de 4e augustus 1983 het volgend advies gegeven :

En raison du bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations qui suivent.

+

FONDEMENT LEGAL DU PROJET.

Selon le rapport au Roi, le projet est conforme "à ce que prévoit l'article 1er, 8°, a), de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi", qui dispose comme suit :

> "Afin d'assurer le redressement économique et financier, la diminution des charges publiques, l'assainissement des finances publiques et la création d'emplois, le Roi peut, par arrêtés délibérés en conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :
>
> ...
>
> 8° de réaliser un programme de sauvegarde et de promotion de l'emploi et de résorption du chômage :
>
> a) par des mesures complémentaires en matière de réduction de la durée du travail et d'embauche compensatoire dans le secteur de la construction".

Cette affirmation du rapport au Roi sera vérifiée à l'occasion de l'examen des articles.

+

En ce qui concerne le littera a) précité, le Gouvernement a indiqué dans l'exposé des motifs que "des mesures complémentaires en matière de réduction du temps de travail et d'embauche compensatoire dans le secteur de la construction (s'imposent)"; qu'"en effet, compte tenu des efforts particuliers consentis dans les autres secteurs de l'économie et dans les autres entreprises, dans le cadre de l'utilisation du produit de la modération salariale pour l'emploi, il n'est pas possible que dans un secteur menacé tel que celui de la

construction, aucun résultat ne soit atteint, tandis que le chômage partiel pèse lourdement sur le budget du chômage" (1).

Le Gouvernement a également précisé dans l'exposé des motifs que "suite à une remarque du Conseil d'Etat, il est confirmé clairement que l'énumération des mesures qui est faite (dans l'article 1er, 8°, du projet de loi) ... n'est pas exemplative" (2).

En Commission spéciale du Sénat, le Ministre de l'Emploi et du Travail a exposé les intentions du Gouvernement en ces termes :

> "Le point a) (de l'article 1er, 8°) vise la possibilité d'imposer une convention collective dans le secteur de la construction suite à la modération salariale, d'abord parce qu'il n'y en a pas, ensuite parce que ce secteur très particulier compte beaucoup de chômage partiel. La convention collective visera à introduire une réduction du temps de travail et des congés compensatoires à prendre pendant les périodes d'intempéries" (3).

Il ressort clairement de cette déclaration que, dans l'intention du Gouvernement, l'arrêté à prendre sur base du a) tiendrait lieu de la convention collective inexistante dans le secteur de la construction.

+

.../...

---

(1) Doc. parl., Chambre, 643 (1982-1983), n° 1, p. 9.
(2) Doc. parl., Chambre, 643 (1982-1983), n° 1, p. 8.
(3) Doc. parl., Sénat, 518 (1982-1983), n° 2, p. 129.

INTITULE.

Comme l'intitulé proposé par le Gouvernement ne rend compte que d'une partie de l'objet de l'arrêté royal en projet, que, d'autre part, les intitulés trop longs sont à éviter, il est proposé d'écrire :

"Arrêté royal n°... relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction".

PREAMBULE.

Les articles 1er, 8°, a), et 2, § 2, de la loi du 6 juillet 1983 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi sont visés a l'alinéa 1er; il convient d'y ajouter le a) de l'article 1er, 9°, en raison de l'article 12 du projet, le c) de l'article 1er, 9°, en raison de l'article 11 du projet, ainsi que l'article 2, § 4, en raison des articles 8, alinéa 7, et 13 du projet, et, enfin, l'article 3, § 4, pour justifier l'effet rétroactif de l'arrêté (article 14 du projet).

La loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet; l'alinéa 3 doit donc être omis.

De l'accord du délégué du Ministre, la mention du Ministre des Finances doit être supprimée dans la formule de proposition et dans l'exécutoire (article 15 du projet), aucune disposition du projet n'ayant trait au département des Finances.

.../...

DISPOSITIF.

Le texte français de l'intitulé du "chapitre 2" serait plus correctement rédigé de la manière suivante :

"Chapitre 2.- Réduction de la durée du travail".

Cette simplification vaut aussi pour l'intitulé du chapitre 3, où les mots "du temps" doivent également être omis.

Articles 2 et 3.

Il serait plus conforme à l'usage de fusionner ces deux dispositions, chacune d'elles formant alors un alinéa d'un article 2 unique.

La même observation vaut pour les articles 4 et 5.

+

Les jours de repos octroyés par les articles 2 et 3 sont qualifiés de jours de repos "compensatoire". On entend par là, semble-t-il, qu'ils compensent l'absence de réduction de la durée hebdomadaire de travail, comme l'expose le rapport au Roi. Ce n'est cependant pas là le sens de la même expression dans la loi du 16 mars 1971 sur le travail, qui vise des repos octroyés en compensation de travaux fournis notamment les dimanches et les jours fériés légaux, ou encore en dehors des limites de la durée légale du travail (voir notamment les articles 16 et 22, 2°, b).

Cette différence de sens devient évidente à l'article 6 du projet où l'expression est employée successivement dans les deux significations qui viennent d'être indiquées.

.../...

Pour éviter cette confusion terminologique, il serait préférable de supprimer l'adjectif "compensatoire" et d'écrire seulement "jours de repos" lorsqu'il s'agit de jours de congé qui seront octroyés en vertu du projet.

L'observation vaut pour toutes les dispositions du projet dans lesquelles l'expression est employée dans le même sens.

Article 4 (devenant l'article 3, alinéa 1er).

A la fin de l'alinéa 1er, il faudra écrire "... à l'article 2, alinéa 2", si les articles 2 et 3 du projet sont fusionnés conformément à la suggestion faite ci-dessus.

Article 5 (devenant l'article 3, alinéa 2).

Au début de l'alinéa, il faudra écrire "Par dérogation à l'alinéa 1er ..." si les articles 4 et 5 sont fusionnés conformément à la suggestion faite ci-dessus.

Au 1° du même alinéa, il serait plus correct et plus conforme à la terminologie de l'article 12 de la loi du 16 mars 1971 précitée, d'écrire :

"1° lorsque le travail est autorisé le dimanche en vertu de ...;".

Article 6 (devenant l'article 4).

Les références devront, le cas échéant, être adaptées aux fusions d'articles suggérées ci-dessus.

.../...

Article 7 (devenant l'article 5).

Le repos n'a pas pour effet de suspendre le contrat de travail mais bien de suspendre l'exécution de ce contrat.

Par ailleurs, dans le texte français et dans le texte néerlandais, le Fonds de sécurité d'existence doit être mentionné sous sa dénomination exacte.

Cette dernière observation vaut pour diverses dispositions du projet.

L'alinéa 1er de l'article devrait donc être rédigé comme suit :

"Les jours de repos visés à l'article 2 suspendent l'exécution du contrat de travail et donnent droit à une rémunération forfaitaire quotidienne égale à l'allocation de chômage, augmentée de l'allocation complémentaire de chômage octroyée par le Fonds de sécurité d'existence des ouvriers de la construction".

A l'alinéa 2, on écrira dans le texte néerlandais "nadere regels" au lieu de "modaliteiten".

.../...

Article 8 (devenant l'article 6).

Dans le texte français de l'alinéa 1er, il convient d'écrire "perception" plutôt qu'"encaissement".

La remarque vaut pour diverses dispositions du projet.

Dans le texte néerlandais, il faut écrire "... waarvan de inning en de invordering geschieden door ...".

L'alinéa 2 serait, dans la rédaction suivante, plus conforme à la terminologie usuelle de la législation sociale :

"Pour l'année 1983, la cotisation est égale à 2,5 pour cent du montant, porté à 108 pour cent, de la totalité des rémunérations relatives à l'année 1982, tel que ce montant résulte des déclarations faites à l'Office, pour les ouvriers visés à l'article 1er, par les employeurs qui auront occupé des ouvriers au cours d'un des trois premiers trimestres de 1983".

A l'alinéa 3 et dans les alinéas suivants, on peut écrire de même et plus simplement "l'Office", la dénomination complète ayant été donnée à l'alinéa 1er.

Par ailleurs, au même alinéa 3, mieux vaudrait écrire dans le texte français "établi par ledit Office" plutôt que "rédigé" et, dans le texte néerlandais : "... maakt het voorwerp uit van ..." au lieu de "... maakt het voorwerp uit voor ...".

Pour le motif exposé à propos de l'alinéa 2 et les parenthèses devant évidemment être supprimées, l'alinéa 4 gagnerait à être rédigé comme suit :

.../...

"Pour l'année 1984, la cotisation est égale à 2,6 pour cent du montant, porté à 108 pour cent, de la totalité des rémunérations déclarées à l'Office respectivement pour le quatrième trimestre de 1983, les premier, deuxième et troisième trimestres de 1984, pour les ouvriers visés à l'article 1er. Cette cotisation est perçue chaque trimestre en même temps que les cotisations de sécurité sociale".

De l'accord du délégué du Ministre, le début de l'alinéa 5 serait mieux rédigé comme suit :

"Le produit de la cotisation fixée par le présent arrêté, diminué des frais de perception, est transféré par l'Office ... (la suite comme au projet)".

A l'alinéa 7, on écrira en néerlandais "Alle wets- en verordeningsbepalingen" au lieu de "Alle wettelijke en reglementaire beschikkingen" et "bovengenoemde" au lieu de "hogergenoemde".

+

L'intitulé du "chapitre 4" serait, en français, plus conforme au contenu de celui-ci dans la rédaction suivante :

"Chapitre 4.- Mesures tendant à la diminution du chômage partiel".

Article 9 (devenant l'article 7).

Dans le texte français de l'alinéa 1er, il faut écrire "dans les six mois" et non "endéans les 6 mois". En néerlandais il faut écrire "binnen zes maanden", non "binnen de 6 maanden" et, dans un souci de précision "naar rato van maximum één uur per dag" au lieu de "naar rato van maximum één per dag".

.../...

Les mots "en exécution de l'article 23 de la même loi" créent une ambiguïté en ce qui concerne le fondement de l'article 9 du projet. Il n'apparaît pas, en effet, que ce dernier article se borne à exécuter ledit article 23. Une simple exécution n'exigerait d'ailleurs pas un arrêté pris en vertu de la loi sur les pouvoirs spéciaux et le recours à un fondement dans cette dernière loi ne pourrait se justifier uniquement par le souci d'éviter les consultations prescrites par l'article 47 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Si, comme on peut le supposer, le Gouvernement entend fonder l'article 9 uniquement sur la loi du 6 juillet 1983, il convient de biffer les mots "en exécution de l'article 23 de la même loi" dans le texte.

Dans un souci à la fois de précision et de correction, le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"Voor de in het voorgaande lid bedoelde overschrijding van de grenzen van de arbeidsduur en voor de vaststelling van de rustdagen dient de werkgever vooraf het akkoord van de meerderheid van de vakbondsafvaardiging te verkrijgen".

Article 10.

Suivant cet article,

"Il est interdit de mettre au travail des pensionnés dans les entreprises visées à l'article 1er".

.../...

Rédigée, comme elle l'est, en termes très généraux, cette disposition ne paraît pas pouvoir trouver un fondement dans la loi du 6 juillet 1983, dès lors que l'arrêté en projet ne contient aucune disposition imposant une embauche compensatoire. A défaut d'indication précise sur le fondement que le Gouvernement entendrait invoquer, le Conseil d'Etat ne peut que préconiser l'omission de l'article.

Il y a, au surplus, discordance entre la version française ("pensionnés") et la version néerlandaise ("gepensioneerde werklieden").

Article 11 (devenant l'article 8).

Suivant cet article :

"Les entreprises visées à l'article 1er sont censées répondre aux conditions fixées à l'article 35, § 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés pour pouvoir bénéficier des avantages, durant les années 1983 et 1984, de la diminution de 4.250 fr. par trimestre et par travailleur des cotisations se rapportant à l'entité des régimes visés à l'article 35 susmentionné".

Des explications qui lui ont été fournies, le Conseil d'Etat croit pouvoir retenir que, dans l'intention du Gouvernement, l'article aurait pour objet d'assimiler l'arrêté en projet à une convention collective du travail telle qu'en prévoit l'article 35, § 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, modifié par l'arrêté royal n° 157 du 30 décembre 1982.

.../...

S'il en était bien ainsi, il serait plus simple d'exprimer cette idée de manière directe plutôt que d'établir une présomption qui l'exprime d'une manière très indirecte.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

Les employeurs visés à l'article 1er bénéficient, durant les années 1983 et 1984, de la diminution de 4.250 francs, par trimestre et par travailleur, des cotisations se rapportant à l'ensemble des régimes indiqués à l'article 35, § 1er, de la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, même lorsqu'ils ne remplissent aucune des conditions imposées par le paragraphe 1er, alinéa 2, dudit article".

Article 13 (devenant l'article 10).

Le procédé de législation par référence employé à l'article 13 peut se justifier dans une certaine mesure, en raison de l'identité partielle de l'objet de la réglementation en projet avec celui de la loi du 6 avril 1960 concernant l'exécution de travaux de construction.

La sécurité juridique serait cependant mieux assurée si l'arrêté en projet définissait les faits qui constitueront des infractions.

.../...

Il y a lieu, par ailleurs, de ne pas faire référence à l'article 9 de la loi précitée (1), compte tenu de l'article 2, § 4, alinéa 1er, de la loi du 6 juillet 1983, qui fixe le plafond de l'amende à 100.000 francs.

Il convient d'omettre également la référence à l'article 11 de la loi du 6 avril 1960 (2), en raison de l'article 2, § 4, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 1983, qui renvoie au livre Ier du Code pénal en des termes différents de ceux employés à l'article 11 précité.

En conclusion, l'article 13 du projet doit être entièrement revu.

---

(1) L'article 9 précité dispose comme suit : "Quiconque ayant été condamné en application des articles 7 ou 8 aura commis dans l'année à compter de la date de cette condamnation, une nouvelle infraction punie par l'une de ces dispositions, pourra être condamné à une peine allant jusqu'au double du maximum prévu" (soit 200.000 francs - voir article 7, alinéa 2, de la loi).

(2) Aux termes de l'article 11 précité : "Toutes dispositions du premier livre du Code pénal, le chapitre V excepté, mais le chapitre VII et l'article 85 compris, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi".

Wegens de korte termijn die de Raad van State is toegemeten, moet hij zich bepalen tot de volgende opmerkingen.

+

RECHTSGROND VAN HET ONTWERP.

Volgens het verslag aan de Koning is het ontwerp in overeenstemming "met wat voorzien wordt bij artikel 1, 8°, a), van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning". Die bepaling luidt aldus :

> "Met het oog op het economisch en financieel herstel, de vermindering van de openbare lasten, de gezondmaking van de openbare financiën en het scheppen van werkgelegenheid, kan de Koning bij in Ministerraad overlegde besluiten, alle nuttige maatregelen nemen ten einde :
>
> ...
>
> 8° een programma tot vrijwaring en bevordering van de werkgelegenheid en tot opslorping van de werkloosheid te verwezenlijken, door :
>
> a) aanvullende maatregelen tot arbeidstijdverkorting en compenserende indienstnemingen in de bouwsector".

Die bewering uit het verslag aan de Koning zal bij het artikelsgewijze onderzoek op haar juistheid worden getoetst.

+

Ten aanzien van de voormelde letter a) heeft de Regering er in de memorie van toelichting op gewezen dat "aanvullende maatregelen tot arbeidstijdverkorting en compenserende indienstnemingen in de bouwsector" (geboden zijn); dat "inderdaad, gelet op de bijzondere inspanningen die men zich getroost heeft in de andere bedrijfstakken en ondernemingen met betrekking tot het aanwenden van het resultaat van de loonmatiging

ten bate van de tewerkstelling, het niet mogelijk (is) dat men in een bedreigde sector zoals deze van de bouwnijverheid tot geen enkel resultaat komt, terwijl de deeltijdse werkloosheid de werkloosheidsbegroting uiterst zwaar belast" (1).

De Regering heeft in de memorie van toelichting ook verduidelijkt dat "ingevolge een opmerking van de Raad van State duidelijk bevestigd (wordt) dat de opsomming van de maatregelen, die in (artikel 1, 8°, van het wetsontwerp) wordt gegeven, niet exemplatief is" (2).

In de bijzondere Senaatscommissie heeft de Minister van Tewerkstelling en Arbeid het voornemen van de Regering als volgt toegelicht :

> "Het bepaalde sub a) (van artikel 1, 8°) strekt om, na de loonmatiging in de bouwsector, in deze sector een collectieve arbeidsovereenkomst te kunnen opleggen, ten eerste omdat er daar nog geen bestaat en vervolgens omdat in deze bijzondere sector veel gedeeltelijke werkloosheid heerst. De collectieve arbeidsovereenkomst zal ertoe strekken de arbeidstijd te verkorten en compensatievakantie in te voeren die moet worden genomen als het slecht weer is" (3).

Uit die verklaring blijkt duidelijk dat volgens de bedoeling van de Regering het op grond van a) uit te vaardigen besluit zou gelden als de collectieve arbeidsovereenkomst die in de bouw ontbreekt.

\+ .../...

---

(1) Gedr. St., Kamer, 643 (1982-1983), nr 1, blz. 9.
(2) Gedr. St., Kamer, 643 (1982-1983), nr 1, blz. 8.
(3) Gedr. St., Senaat, 518 (1982-1983), nr 2, blz. 129.

OPSCHRIFT.

Daar het doel van het ontworpen koninklijk besluit slechts gedeeltelijk uit het door de Regering voorgestelde opschrift blijkt en bovendien te lange opschriften te vermijden zijn, wordt voorgesteld te schrijven :

"Koninklijk besluit nr ... betreffende de arbeidsduur in ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren".

AANHEF.

In het eerste lid wordt verwezen naar artikel 1, 8° a), en artikel 2, § 2, van de wet van 6 juli 1983 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; er zou ook verwezen moeten worden naar : artikel 1, 9°, a), wegens artikel 12 van het ontwerp, artikel 1, 9°, c), wegens artikel 11 van het ontwerp, alsook naar artikel 2, § 4, wegens de artikelen 8, zevende lid, en 13 van het ontwerp en ten slotte naar artikel 3, § 4, om de aan het besluit gegeven terugwerking (artikel 14 van het ontwerp) te verantwoorden.

De wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid is geen rechtsgrond voor het ontworpen besluit; het derde lid behoort dus te vervallen.

Daar geen enkele bepaling van het ontwerp betrekking heeft op het departement van Financiën moet de Minister van Financiën niet worden vermeld in het voordracht- en het uitvoeringsformulier (artikel 15 van het ontwerp); de gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

De Franse tekst van het opschrift van "hoofdstuk 2" zou correcter als volgt worden gesteld :

"Chapitre 2.- Réduction de la durée du travail".

Die vereenvoudiging geldt ook voor het opschrift van hoofdstuk 3 waar de woorden "du temps" evenzo behoren te vervallen.

Artikelen 2 en 3.

Samenvoeging van die twee bepalingen tot één artikel 2, waarin iedere bepaling een apart lid zou vormen, zou meer in overeenstemming zijn met hetgeen gebruikelijk is.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4 en 5.

+

De bij de artikelen 2 en 3 toegekende rustdagen worden "inhaalrust" genoemd. Hiermee wordt blijkbaar bedoeld, dat zij, zoals in het verslag aan de Koning uiteen wordt gezet, het gemis van wekelijkse arbeidsduurvermindering opvangen. Dat is echter niet de betekenis die deze uitdrukking heeft in de arbeidswet van 16 maart 1971. Daar doelt zij op rust toegekend ter compensatie van werkzaamheden die met name op zondagen en wettelijke feestdagen worden verricht of met overschrijding van de wettelijke arbeidsduur (zie inzonderheid de artikelen 16 en 22, 2°, b).

Dat verschil in betekenis wordt duidelijk merkbaar in artikel 6 van het ontwerp, waar het woord "inhaalrust" achtereenvolgens in de twee hiervoren aangegeven betekenissen wordt gebruikt.

.../...

Om zulk een terminologische verwarring te vermijden, verdient het aanbeveling in de samenstelling "inhaalrust" het bestanddeel "inhaal-" te schrappen en dus wanneer het vrije dagen geldt die krachtens het ontwerp worden toegekend gewoon "rustdagen" te schrijven.

De opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp die het woord in dezelfde betekenis gebruiken.

Artikel 4 (dat artikel 3, eerste lid wordt).

Indien de artikelen 2 en 3 van het ontwerp overeenkomstig de hiervoren gedane suggestie worden samengevoegd, schrijve men op het einde van het eerste lid "... gedurende de in artikel 2, tweede lid ... ".

Artikel 5 (dat artikel 3, tweede lid wordt).

Indien de artikelen 4 en 5 overeenkomstig de hiervoren gedane suggestie worden samengevoegd, schrijve men aan het begin van het lid : "In afwijking van het eerste lid ... ".

In 1° van hetzelfde lid zou het meer in overeenstemming met de terminologie van artikel 12 van de voormelde wet van 16 maart 1971 zijn te schrijven :

"1° wanneer arbeid 's zondags toegestaan is bij ...;".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

De verwijzingen moeten in voorkomend geval in overeenstemming worden gebracht met de hiervoren in overweging gegeven samenvoegingen van artikelen.

Artikel 7 (dat artikel 5 wordt).

De rust heeft geen schorsing van de arbeidsovereenkomst tot gevolg maar wel schorsing van de uitvoering van die overeenkomst.

Bovendien behoort in de Nederlandse en in de Franse tekst de juiste benaming van het Fonds voor bestaanszekerheid te worden gebruikt.

Die laatste opmerking geldt voor verscheidene bepalingen van het ontwerp.

Het eerste lid van het artikel zou dus als volgt geredigeerd moeten worden :

"De in artikel 2 bedoelde rustdagen schorsen de uitvoering van de arbeidsovereenkomst en geven recht op een dagelijks forfaitair loon dat gelijk is aan de werkloosheidsuitkering, vermeerderd met de aanvullende werkloosheidsuitkering die door het Fonds voor bestaanszekerheid voor de arbeiders van de bouwnijverheid wordt toegekend".

In het tweede lid schrijve men "nadere regels" in plaats van "modaliteiten".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 6 wordt).

In de Franse tekst van het eerste lid leze men "perception" in plaats van "encaissement".

Deze opmerking geldt voor een aantal bepalingen van het ontwerp.

In de Nederlandse tekst van die bepaling schrijve men : "... waarvan de inning en de invordering geschieden door ...".

Het tweede lid zou meer in overeenstemming met de gebruikelijke terminologie van de sociale wetgeving zijn in de volgende lezing :

"Voor het jaar 1983 is de bijdrage gelijk aan 2,5 percent van het op 108 percent gebrachte bedrag van alle lonen over het jaar 1982, zoals dat bedrag blijkt uit de aangiften welke met betrekking tot de in artikel 1 bedoelde werklieden aan de Rijksdienst zijn gedaan door de werkgevers die gedurende één van de eerste drie kwartalen van 1983 werklieden in dienst zullen hebben gehad".

In het derde lid en in de volgende leden kan eveneens gewoon "de Rijksdienst" worden geschreven; de volledige benaming van de dienst is immers in het eerste lid vermeld.

Overigens zou het beter zijn in hetzelfde derde lid van de Franse tekst te schrijven "établi par ledit Office" in plaats van "rédigé". In de Nederlandse tekst van het derde lid moet worden gelezen : "... maakt het voorwerp uit van ..." in plaats van "... maakt het voorwerp uit voor ...".

.../...

Om de reden die in verband met het tweede lid uiteen is gezet, zou het beter zijn het vierde lid als volgt te formuleren en de haakjes uiteraard weg te werken :

"Voor het jaar 1984 is de bijdrage gelijk aan 2,6 percent van het op 108 percent gebrachte bedrag van alle lonen die bij de Rijksdienst zijn aangegeven met betrekking tot de in artikel 1 bedoelde werklieden respectievelijk voor het vierde kwartaal van 1983, het eerste, het tweede en het derde kwartaal van 1984. De bijdrage wordt per kwartaal, samen met de sociale zekerheidsbijdragen geïnd".

Het begin van het vijfde lid zou - de gemachtigde van de Minister is het daarmee eens - beter als volgt worden geredigeerd :

"De opbrengst van de bij dit besluit vastgestelde bijdrage, verminderd met de inningskosten, wordt door de Rijksdienst aan het Fonds voor bestaanszekerheid voor de arbeiders van de bouwnijverheid overgemaakt".

In het zevende lid schrijve men "Alle wets- en verordeningsbepalingen" in plaats van "Alle wettelijke en reglementaire beschikkingen" en "bovengenoemde" in plaats van "hogergenoemde".

+

Het opschrift van de Franse tekst van "hoofdstuk 4" zou meer in overeenstemming met de inhoud ervan zijn als het in dezer voege werd gesteld :

"Chapitre 4. - Mesures tendant à la diminution du chômage partiel"

.../...

Artikel 9 (dat artikel 7 wordt).

In de Nederlandse tekst van het eerste lid zou men moeten schrijven "binnen zes maanden" en niet "binnen de 6 maanden" en leze men duidelijkheidshalve "naar rato van maximum één uur per dag" in plaats van "naar rato van maximum één per dag".

De woorden "in uitvoering van artikel 23 van dezelfde wet" doen dubbelzinnigheid ontstaan ten aanzien van de rechtsgrond van artikel 9 van het ontwerp. Het blijkt immers niet dat het laatstgenoemde artikel er zich toe bepaalt artikel 23 uit te voeren. Een gewone uitvoering vereist trouwens geen besluit dat krachtens de wet op de bijzondere machten wordt uitgevaardigd en een beroep mede op die wet als rechtsgrond zou zich niet uitsluitend kunnen laten verantwoorden door de wens voorbij te gaan aan het bij artikel 47 van de arbeidswet van 16 maart 1971 voorgeschreven overleg.

Als, naar kan worden verondersteld, de Regering de bedoeling heeft artikel 9 uitsluitend op de wet van 6 juli 1983 te gronden, is het aangewezen de woorden "in uitvoering van artikel 23 van dezelfde wet" in de tekst te schrappen.

De Nederlandse tekst van het tweede lid zou duidelijkheidshalve en om correct te zijn, als volgt moeten worden gelezen :

"Voor de in het voorgaande lid bedoelde overschrijding van de grenzen van de arbeidsduur en voor de vaststelling van de rustdagen dient de werkgever vooraf het akkoord van de meerderheid van de vakbondsafvaardiging te verkrijgen".

.../...

Artikel 10.

Het artikel luidt aldus :

"Het is verboden gepensioneerde werklieden tewerk te stellen in de ondernemingen, bedoeld bij artikel 1".

Doordat die bepaling in zeer algemene bewoordingen is gesteld, blijkt zij, nu het ontworpen besluit geen enkele bepaling bevat die compenserende indienstneming voorschrijft, geen rechtsgrond te kunnen ontlenen aan de wet van 6 juli 1983. Bij gemis van nauwkeurige aanwijzingen omtrent de rechtsgrond waarop de Regering zich zou willen beroepen, kan de Raad van State alleen adviseren het artikel te laten vervallen.

Er is bovendien discrepantie tussen de Franse versie ("pensionnés") en de Nederlandse ("gepensioneerde werklieden").

Artikel 11 (dat artikel 8 wordt).

Het artikel luidt aldus :

"De ondernemingen bedoeld bij artikel 1 worden verondersteld de voorwaarden te vervullen, bepaald bij artikel 35, § 1, tweede lid, van de wet van 29 juni 1981, houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, om de voordelen te kunnen genieten gedurende de jaren 1983 en 1984 van de vermindering met 4.250 fr. per kwartaal en per arbeider van de bijdragen met betrekking tot het geheel van de regimes, bedoeld in het genoemde artikel 35".

Uit aan de Raad van State verstrekte uitleg meent deze te kunnen onthouden dat de Regering met het artikel be-

.../...

oogt het ontworpen besluit gelijk te stellen met een collectieve arbeidsovereenkomst zoals voorgeschreven bij artikel 35, § 1, tweede lid, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, gewijzigd bij koninklijk besluit nr 157 van 30 december 1982.

Als dat zo is, zou het eenvoudiger zijn die bedoeling op een directe wijze tot uiting te brengen, veeleer dan een vermoeden te vestigen dat daaraan toch maar zeer indirect uitdrukking geeft.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

De in artikel 1 bedoelde werkgevers genieten gedurende de jaren 1983 en 1984 een vermindering met 4.250 frank, per kwartaal en per werknemer, van de bijdragen voor het geheel van de regelingen vermeld in artikel 35, § 1, van de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, zelfs als zij geen enkele van de bij paragraaf 1, tweede lid, van dat artikel opgelegde voorwaarden vervullen".

Artikel 13 (dat artikel 10 wordt).

Het in artikel 13 aangewende procédé van wetgeving door verwijzing, laat zich tot op zekere hoogte verantwoorden doordat de ontworpen regeling en de wet van 6 april 1960 betreffende de uitvoering van bouwwerken voor een deel hetzelfde onderwerp hebben.

.../...

De rechtszekerheid zou er echter baat bij vinden als het ontworpen besluit zou bepalen welke feiten misdrijven zullen zijn.

Bovendien mag niet naar artikel 9 van de voormelde wet worden verwezen wegens artikel 2, § 4, eerste lid, van de wet van 6 juli 1983 dat de geldboete op maximum 100.000 frank bepaalt (1).

De verwijzing naar artikel 11 van de wet van 6 april 1960 behoort eveneens te vervallen, wegens artikel 2, § 4, tweede lid, van de wet van 6 juli 1983 dat naar het eerste boek van het Strafwetboek verwijst in andere bewoordingen dan in het voormelde artikel 11 worden gebruikt (2).

Kortom, artikel 13 van het ontwerp moet volledig worden herzien.

---

(1) Het voormelde artikel 9 bepaalt : "Al wie gestraft werd bij toepassing van de artikelen 7 of 8, en die binnen het jaar na de veroordeling een nieuw misdrijf pleegt dat door een van deze bepalingen wordt gestraft, kan veroordeeld worden tot een straf welke het dubbel van het bepaalde maximum kan bedragen" (dit wil zeggen 200.000 frank - zie artikel 7, tweede lid, van de wet).

(2) Het voormelde artikel 11 luidt aldus : "Alle bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V, maar met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de bij deze wet bepaalde misdrijven".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. VAN AELST, conseillers d'Etat,
Ch.-L. CLOSSET, staatsraden,

Madame : M. VAN GERREWEY greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, adjunct auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.